

Art. 3. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 januari 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

F. 96 - 190

[C - 27027]

18 JANVIER 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 portant exécution du décret du 6 avril 1995 concernant les normes de qualité des logements collectifs et des petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 concernant les normes de qualité des logements collectifs et des petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 portant exécution du décret du 6 avril 1995 concernant les normes de qualité des logements collectifs et des petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que, contrairement à la notion de petit logement individuel, le logement collectif n'a pas été défini par rapport à un maximum de superficie habitable;

Considérant dès lors qu'il est indispensable de fixer, pour les logements collectifs, des superficies et un nombre de pièces en relation avec des ménages composés de plus de deux personnes, afin de permettre, dans tous les cas, aux enquêteurs de compléter un rapport de visite;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Logement collectif

a) Superficie habitable des pièces à usage individuel

Par ménage, la superficie habitable des pièces à usage individuel doit atteindre au moins 10 m² pour une personne et 12 m² pour deux personnes.

Pour le ménage de plus de deux personnes, cette superficie de 12 m² est à majorer de 5 m² par personne supplémentaire.

En outre, lorsqu'un ménage dispose à titre individuel de plusieurs pièces d'habitation, l'une de celles-ci au moins doit avoir une superficie minimum de 6,5 m² pour une personne et de 9 m² pour deux personnes ou plus.

b) Superficie habitable des locaux à usage collectif

La superficie habitable des locaux à usage collectif est liée à la fois au nombre total de pièces d'habitation à usage individuel et au nombre de leurs occupants; elle doit répondre aux conditions suivantes :

- pour un nombre de pièces d'habitation à usage individuel inférieur à 6, la superficie habitable des locaux à usage collectif doit au moins atteindre 5 m²; au-delà de 5 pièces d'habitation à usage individuel, cette superficie minimale doit être augmentée de 5 m² par groupe entier ou partiel de 3 pièces d'habitation à usage individuel supplémentaires;

- pour un groupe de moins de huit occupants, la superficie habitable minimale des locaux à usage collectif est de 5 m²; au-delà de 7 occupants, cette superficie minimale est augmentée de 5 m² par groupe entier ou partiel de 7 occupants supplémentaires.

c) Superficie habitable individuelle et collective par ménage

Par ménage, la somme des superficies des pièces d'habitation à usage individuel et des superficies des locaux à usage collectif doit être au moins égale à 20 m² pour une personne et de 28 m² pour deux personnes.

Pour le ménage de plus de deux personnes, cette superficie de 28 m² est à majorer de 5 m² pour chaque personne supplémentaire.

Pour la vérification de cette condition, les superficies habitables des locaux à usage collectif ne sont prises en compte que si ces locaux sont, soit au même niveau soit aux niveaux immédiatement supérieur ou inférieur à celui des pièces à usage individuel considérées.

Lorsqu'un ménage peut exercer dans la ou les pièces à son seul usage les trois fonctions - cuisine-séjour-chambre à coucher - les superficies habitables à usage individuel sont soumises aux prescriptions du logement individuel telles que prévues au § 1er, a) et par dérogation au point b) ci-dessus, aucune superficie habitable de locaux à usage collectif ne doit être prévue pour le ménage considéré. En outre, ni le nombre de pièces d'habitation à usage individuel de ce ménage, ni le nombre des occupants de ces pièces d'habitation à usage individuel ne sont pris en compte pour la fixation de la superficie habitable d'éventuels locaux à usage collectif."

Art. 2. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 4. Les normes relatives au nombre de pièces d'habitation à usage individuel, par ménage, en exécution de l'article 2, 2°, du décret, sont les suivantes :

- a) une pièce par couple;
- b) une pièce par personne ou groupe de deux personnes du même sexe ou pour deux enfants de sexe différent âgés de moins de 8 ans;
- c) une pièce pour un couple et son enfant âgé de moins de 8 ans;
- d) une pièce pour un adulte et ses deux enfants âgés de moins de 8 ans;
- e) une pièce pour trois enfants du même sexe ou trois enfants de sexe différent âgés de moins de 8 ans."

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 1995.

Art. 4. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 janvier 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON
Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 96 - 190

[C - 27027]

18. JANUAR 1996. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1995 zur Ausführung des Dekrets vom 6. April 1995 bezüglich der Qualitätsnormen der Gemeinschaftswohnungen und der kleinen Einzelwohnungen, die als Hauptwohnsitz vermietet bzw. zu Miete freigegeben werden

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 bezüglich der Qualitätsnormen der Gemeinschaftswohnungen und der kleinen Einzelwohnungen, die als Hauptwohnsitz vermietet bzw. zu Miete freigegeben werden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1995 zur Ausführung des Dekrets vom 6. April 1995 bezüglich der Qualitätsnormen der Gemeinschaftswohnungen und der kleinen Einzelwohnungen, die als Hauptwohnsitz vermietet bzw. zu Miete freigegeben werden;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1, in seiner durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß im Gegensatz zum Begriff der kleinen Einzelwohnung, der Begriff der Gemeinschaftswohnung nicht im Verhältnis zu einer maximalen Wohnfläche definiert worden ist;

In der Erwägung, daß es daher unerlässlich ist, bei Gemeinschaftswohnungen die Oberflächen und die Anzahl Wohnräume für Haushalte von mehr als zwei Personen festzulegen, um in allen Fällen den Untersuchern zu erlauben, einen Besuchsbericht auszufüllen;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Artikel 3 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1995 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 2. Gemeinschaftswohnung

a) Wohnfläche der Räume zur einzelnen Benutzung

Die Wohnfläche der Räume zur Benutzung durch einen einzelnen Haushalt muß pro Haushalt mindestens 10 m² für eine Person und 12 m² für zwei Personen betragen.

Für Haushalte von mehr als zwei Personen muß diese Oberfläche von 12 m² pro zusätzliche Person um 5 m² erhöht werden.

Wenn ein Haushalt über mehrere Räume zur eigenen Benutzung verfügt, muß mindestens einer dieser Räume eine Mindestfläche von 6,5 m² für eine Person und von 9 m² für zwei oder mehr Personen haben.

b) Wohnfläche der Gemeinschaftsräume

Die Wohnfläche der Gemeinschaftsräume ist sowohl mit der Gesamtanzahl der Wohnräume zur einzelnen Benutzung wie mit der Anzahl ihrer Benutzer verbunden; sie muß folgende Bedingungen erfüllen:

- wenn es weniger als 6 Wohnräume zur einzelnen Benutzung gibt, dann muß die Wohnfläche der Gemeinschaftsräume mindestens 5 m² betragen; wenn es mehr als 5 Wohnräume zur einzelnen Benutzung gibt, dann muß diese Mindestfläche um 5 m² pro Gruppe oder Gruppenteil von 3 zusätzlichen Wohnräumen zur einzelnen Benutzung erhöht werden;

- für eine Gruppe von weniger als 8 Bewohnern beträgt die Mindestwohnfläche der Gemeinschaftsräume 5 m²; wenn es mehr als 7 Bewohner gibt, dann muß diese Mindestfläche um 5 m² pro Gruppe oder Gruppenteil von 7 zusätzlichen Benutzern erhöht werden.

c) Einzel- und Gemeinschaftswohnfläche pro Haushalt

Pro Haushalt muß die Summe der Flächen der Wohnräume zur einzelnen Benutzung und der Flächen der Gemeinschaftsräume mindestens 20 m² für eine Person und 28 m² für zwei Personen betragen.

Für Haushalte von mehr als zwei Personen, muß diese Oberfläche von 28 m² pro zusätzliche Person um 5 m² erhöht werden.

Für die Überprüfung dieser Bedingung werden die Wohnflächen der Gemeinschaftsräume nur berücksichtigt, wenn diese Räume entweder im selben Stockwerk wie die berücksichtigten Räume zur einzelnen Benutzung oder im unmittelbar höher oder unten gelegenen Stockwerk liegen.

Wenn ein Haushalt in dem bzw. den Räumen zur eigenen Benutzung die drei Funktionen (Küche, Wohnzimmer und Schlafzimmer) ausüben kann, unterliegen die Wohnflächen zur einzelnen Benutzung den wie in § 1 a) vorgesehenen Vorschriften der Einzelwohnung, und in Abweichung vom obenstehenden Punkt b) muß keine Wohnfläche der Gemeinschaftsräume für den berücksichtigten Haushalt vorgesehen werden. Außerdem wird weder die Anzahl der Wohnräume zur einzelnen Benutzung durch diesen Haushalt noch die Anzahl der Benutzer dieser Räume für die Festsetzung der Wohnfläche von eventuellen Gemeinschaftsräumen in Betracht gezogen."

Art. 2. Art. 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 4. Die Normen bezüglich der Anzahl Wohnräume zur einzelnen Benutzung pro Haushalt in Ausführung von Artikel 2 2° des Dekrets sind die folgenden:

- a) ein Zimmer pro Paar;
- b) ein Zimmer je Person oder je Gruppe von zwei Personen gleichen Geschlechts oder für zwei Kinder unterschiedlichen Geschlechts unter 8 Jahren;
- c) ein Zimmer für ein Paar und dessen unter 8 Jahren altes Kind;
- d) ein Zimmer für einen Erwachsenen und dessen zwei unter 8 Jahren alte Kinder.
- e) ein Zimmer für drei Kinder gleichen Geschlechts oder drei Kinder unterschiedlichen Geschlechts unter 8 Jahren."

Art. 3. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Oktober 1995 in Kraft.

Art. 4. Der Minister zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Januar 1996.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 96 - 190

[C - 27027]

18 JANUARI 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1995 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de kwaliteitsnormen van de gemeenschappelijke woningen en kleine eengezinswoningen die als hoofdverblijf worden verhuurd of te huur geboden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de kwaliteitsnormen van de gemeenschappelijke woningen en kleine eengezinswoningen die als hoofdverblijf worden verhuurd of te huur geboden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1995 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de kwaliteitsnormen van de gemeenschappelijke woningen en kleine eengezinswoningen die als hoofdverblijf worden verhuurd of te huur geboden;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de gemeenschappelijke woning, in tegenstelling tot de kleine eengezinswoning, niet nader bepaald werd op grond van een maximale bewoonbare oppervlakte;

Overwegende dat het bijgevolg onontbeerlijk is oppervlakten en een aantal woonruimten vast te stellen voor gezinnen van meer dan twee personen om de inspecteurs in alle gevallen in staat te stellen een verslag over de bezichtiging in te vullen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1995 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 2. Gemeenschappelijke woning

a) Bewoonbare oppervlakte van de ruimten voor individueel gebruik

Per gezin moet de bewoonbare oppervlakte van de voor individueel gebruik bestemde ruimten minstens 10 m² voor één persoon en 12 m² voor twee personen bedragen.

Voor een gezin van meer dan twee personen moet deze oppervlakte van 12 m² verhoogd worden met 5 m² per bijkomende persoon.

Wanneer een gezin voor eigen gebruik over meerdere ruimten beschikt, moet minstens één ervan een minimum-oppervlakte hebben van 6,5 m² voor één persoon en van 9 m² voor twee of meer personen.

b) Bewoonbare oppervlakte van de ruimten voor gemeenschappelijk gebruik

De bewoonbare oppervlakte van de ruimten voor gemeenschappelijk gebruik hangt af zowel van het totaal aantal ruimten voor individueel gebruik als van het aantal bewoners ervan. Voor die oppervlakte moeten volgende voorwaarden worden vervuld :

- voor minder dan 6 woonruimten voor individueel gebruik moet de oppervlakte van de ruimten voor gemeenschappelijk gebruik minstens 5 m² bedragen; boven 5 woonruimten voor individueel gebruik moet die minimale oppervlakte vergroot worden met 5 m² per gehele groep of gedeelte van groep van 3 bijkomende woonruimten voor individueel gebruik;

- voor een groep van minder dan 8 bewoners bedraagt de minimale bewoonbare oppervlakte van de ruimten voor gemeenschappelijk gebruik 5 m²; boven 7 bewoners wordt deze minimale oppervlakte vergroot met 5 m² per gehele groep of gedeelte van groep van 7 bijkomende bewoners.

c) Individuele en gemeenschappelijke bewoonbare oppervlakte per gezin

Per gezin moet de som van de oppervlakten van de voor eigen gebruik bestemde woonruimten en van de oppervlakten van de voor gezamenlijk gebruik bestemde ruimten minstens 20 m² voor één persoon en 28 m² voor twee personen bedragen.

Voor een gezin van meer dan twee personen moet de oppervlakte van 28 m² verhoogd worden met 5 m² per bijkomende persoon.

Om na te gaan of deze voorwaarde vervuld is, komen de bewoonbare oppervlakten van de ruimten voor gemeenschappelijk gebruik slechts in aanmerking indien die ruimten gelegen zijn hetzij op dezelfde verdieping, hetzij op de verdiepingen onmiddellijk boven of beneden die van de betrokken ruimten voor individueel gebruik.

In afwijking van punt b) hierboven worden de bewoonbare oppervlakten voor individueel gebruik, wanneer een gezin in de voor eigen gebruik bestemde ruimte(n) over de drie functies - keuken, woonkamer, slaapkamer - beschikt, aan de voorschriften van de eengezinswoning onderworpen, zoals bepaald in § 1, a), en moet voor het betrokken gezin niet voorzien worden in een bewoonbare oppervlakte van voor gemeenschappelijk gebruik bestemde ruimten. Bovendien komen noch het aantal voor individueel gebruik bestemde ruimten van dat gezin noch het aantal bewoners van die ruimten in aanmerking om de bewoonbare oppervlakte van eventueel voor gemeenschappelijk gebruik bestemde ruimten te bepalen."

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 4. De normen m.b.t. het aantal voor individueel gebruik bestemde woonruimten per gezin worden krachtens artikel 2, 2°, van het decreet bepaald als volgt :

- a) één ruimte per paar;
- b) één ruimte per persoon of voor twee personen van hetzelfde geslacht of voor twee kinderen van beiderlei kunne die jonger zijn dan 8 jaar;
- c) één ruimte voor een paar en een kind dat jonger is dan 8 jaar;
- d) één ruimte voor een volwassene en twee kinderen die jonger zijn dan 8 jaar;
- e) één ruimte voor drie kinderen van hetzelfde geslacht of drie kinderen van beiderlei kunne die jonger zijn dan 8 jaar."

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1995.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheden Huisvesting behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 januari 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTES

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

23 JANUARI 1996. — Koninklijk besluit tot benoeming van de voorzitter van het Comité Overheidsbedrijven

[21028]

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 31, § 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 oktober 1995 houdende ontslag van de heer Deneir, Adhémar, uit zijn functie van voorzitter van het Comité Overheidsbedrijven;

Gelet op de jarenlange ervaring en de verantwoordelijkheden waargenomen door de heer Massart, Bart, in de sociale sector, in het bijzonder aangaande sociale relaties;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer Massart, Bart, geboren in 1947, wonende te Heverlee, wordt benoemd tot voorzitter van het Comité Overheidsbedrijven, in opvolging van de heer Deneir, Adhémar, wiens mandaat hij zal voleindigen.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

23 JANVIER 1996. — Arrêté royal portant nomination du président de la Commission Entreprises publiques

[21028]

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 31, § 5;

Vu l'arrêté royal du 19 octobre 1995 portant démission de M. Deneir, Adhémar, de ses fonctions de président de la Commission Entreprises publiques;

Vu la longue expérience et les responsabilités que M. Massart, Bart, a assumées dans le secteur social, en particulier en matière de relations sociales;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. M. Massart, Bart, né en 1947, domicilié à Heverlee, est nommé comme président de la Commission entreprises publiques en succession de M. Deneir, Adhémar, dont il achèvera le mandat.